



République Togolaise

Travail-Liberté-Patrie



Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication

(HAAC)

DECISION N° 002 HAAC/P/17

Portant suspension du journal « La Nouvelle »

LE PRESIDENT DE LA HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (HAAC)

- Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
- Vu la Loi Organique N°2004-021 du 15 décembre 2004 relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication modifiée par la loi N° 2009-029 du 22 décembre 2009 et la loi organique N° 2013-016 du 08 juillet 2013 notamment en son article 63 ;
- Vu la Loi N°98-004/PR du 11 février 1998 portant Code de la Presse et de la Communication, modifiée par la Loi N° 2000-06 du 23 février 2000, modifiée par la Loi N° 2002-026 du 25 septembre 2002, modifiée par la Loi N° 2004-015 du 27 août 2004 ;
- Vu le Décret N°2016-056/PR du 02 mai 2016 portant nomination des Membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;
- Vu le Procès-verbal N°001/2016 du 09 juin 2016 de la Cour Suprême du Togo portant prestation de serment des Membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication;
- Vu le Règlement Intérieur de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication en date du 15 juin 2016 ;

- Vu le Procès-verbal de l'élection du Bureau de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication en date du 16 juin 2016 ;
- Vu le récépissé de déclaration de parution N° 0410/28/10/10/HAAC du 28 octobre 2010 délivré par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication au journal « **La Nouvelle** » ;

Considérant que dans sa parution N°0021 du 15 mai 2017, le journal « **La Nouvelle** » a titré à sa « **Une** » : « **Les bourreaux des violences politiques de 1958 à 2005 au Togo** » avec en illustration les photos de personnalités togolaises ;

Considérant qu'aux pages 8 et 9, l'article a notamment écrit que : « **Nous n'avons donc pas le droit de pardonner** » ;

Considérant que « **La Nouvelle** » a consacré sa dernière page à des images horribles et choquantes de supposées victimes des violences politiques au Togo, en violation du Code de déontologie qui dispose que « **Le journaliste s'interdit des titres sensationnels sans commune mesure avec le contenu des publications. Le journaliste doit s'interdire des titres et des images choquantes** » ;

La HAAC a interpellé lors de sa séance plénière du mercredi 24 mai 2017 **M. Bonéro LAWSON-BETUM**, le Directeur de Publication du Journal « **La Nouvelle** » pour relever les manquements professionnels graves de la parution et s'étonner de la publication de ses écrits et images révoltantes au moment où la communauté nationale s'est engagée dans un processus devant conduire à la réconciliation nationale ;

Considérant qu'au cours de l'audition, **M. LAWSON-BETUM** n'a pu convaincre de la pertinence de ses écrits, tout en reconnaissant le caractère déséquilibré de ses articles ;

Considérant que la plénière a relevé le caractère diffamatoire de ses publications en violation de l'article 3 de la Loi organique qui dispose que la liberté de presse s'exerce dans le respect, entre autres, « **de la dignité et de la personne humaine, de la sauvegarde de la paix, de l'ordre public et de l'unité nationale, des impératifs de la défense nationale, de la déontologie en matière d'information et de communication...** » ;

Considérant que le journal « **La Nouvelle** » suspendue depuis 2013 avait repris ses parutions suite de la décision de la HAAC en date du 27 juillet 2016 après l'engagement de son directeur de publication de respecter désormais règles de déontologie et d'éthique ;

Considérant que le journal « **La Nouvelle** » avait déjà fait l'objet de plusieurs interpellations de la HAAC, notamment celles du 27 septembre 2016 et du 18 avril 2017 pour violations répétées des règles professionnelles ;

Qu'il y a lieu de signaler qu'en application des dispositions de l'article 63 de la Loi Organique relative à la HAAC, « **en cas d'inobservation des recommandations, décisions et mises en garde par les titulaires des récépissés de parution des publications nationales, la Haute Autorité peut prononcer la suspension de parution pour un (01) mois de la publication.**

En conséquence la Haute Autorité, après en avoir délibéré en sa séance plénière du mercredi 24 mai 2017 :

DECIDE :

Article Premier : La suspension pour un (01) mois de la publication du journal « **La Nouvelle** » sous toutes ses formes.

Article 2 : La présente décision est notifiée au Directeur de Publication du journal « **La Nouvelle** ».

Article 3 : La présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature est rendue publique et publiée au Journal Officiel de la République Togolaise.



Fait à Lomé, le 24 mai 2017

Le Président de la HAAC


Pitang TCHALLA